

Guerre des tranchées au législatif au sujet du budget

LE LOCLE Le budget 2026 a été accepté de justesse, malgré le refus des élus de droite qui ont tenté une fois encore de supprimer les prestations sociales aux plus précaires.

PAR SYLVIE BALMER



Les élus de droite ont refusé majoritairement le budget et ont vu leur nouvelle tentative de supprimer les prestations sociales contrée par la gauche. NICOLAS MONTANDON

Travailler main dans la main et faire fi des blocs politiques pour faire avancer Le Locle, c'est le vœu pieux du Conseil communal, avait annoncé Anthony von Allmen, chargé des finances, lors de la présentation du budget 2026, en novembre dernier. Mais ce n'est pas gagné, à voir l'abîme qui séparait les élus de droite et de gauche, mercredi, au moment de voter ce budget.

Celui-ci a été accepté de justesse par 22 voix (majoritairement à gauche, exceptée celle d'un élu PLR), contre 17 et une abstention. Le groupe PLR/vert/libéraux n'a donc pas suivi les recommandations d'Anthony von Allmen, son représentant à l'exécutif, qui appelait à soutenir le budget et à ne pas faire d'amendements. Ce budget 2026 est pourtant plus réjouissant que celui de

2025, qui avait été accepté par l'ensemble des partis. Sur un total de 86,4 millions de charges, le déficit prévu atteint près de 1,3 million de francs, soit 100 000 francs de moins que l'an passé. C'est presque moitié moins qu'en 2024, où le budget prévoyait un déficit de 2,4 millions. «La situation financière s'améliore, nos résultats sont meilleurs que prévu et notre ville dispose à présent d'une

marge de manœuvre réelle pour investir, maintenir ses infrastructures et préparer l'avenir», a salué David Taillard, du groupe PS/Verts.

La dette inquiète la droite
Même appréciation du côté du POP. «Si l'on observe les comptes 2021 à 2024, en tenant compte de l'excellent résultat 2024 qui clôt à près de 4 millions de francs de bénéfice avant versement dans les ré-

Pas d'économies sur le dos des plus démunis

Comme en 2023, le groupe PLR/vert/libéraux a tenté de supprimer les allocations complémentaires communales versées aux retraités les plus démunis et les allocations de Noël. Cela aurait permis d'économiser un total de 628 000 francs. «Cette générosité, malheureusement, n'est plus supportable pour nos finances», a expliqué Gaëtan Dubois, chef du groupe, qui a relevé que les autres villes du canton n'étaient pas aussi généreuses. Comme en 2023, la proposition a fait s'étrangler la gauche qui a refusé en bloc ces amendements, tout comme le Conseil communal. «Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres», a relevé le conseiller communal Philippe Rouault, chargé des affaires sociales.

serve de préfinancement, et en tenant compte de l'information que 2025 sera bénéficiaire, on se dirige au pire vers des résultats cumulés à l'équilibre sur les années 2021 à 2025, voire vers un bénéfice», a compté Vivian Bologna. Mais pas de quoi réjouir les élus PLR et vert/libéraux. «Nous pouvons concéder à la gauche que, d'un point de vue strictement comptable, il n'y a pas d'urgence absolue. La fortune de la commune demeure solide et la situation reste tenable du point de vue des fonds propres. Mais qu'en est-il de la dette?», a demandé Gaëtan Dubois, chef du groupe PLR et vert/libéral.

«Selon les projections, elle atteindra 240 millions en 2029. Cela représente 5900 francs par habitant (réd: d'après les chiffres de 2024).» Certes, ce n'est pas le pire. La Chaux-de-Fonds détient la palme dans le canton, avec

près de 10 000 francs par habitant. Mais «ce déficit chronique bride durablement notre capacité d'investissement».

Gros investissements

Le Conseil communal est bien conscient du problème. «L'augmentation de la dette est problématique», a admis Anthony von Allmen. «On a une fortune agréable, mais il n'est pas facile d'aller chercher des capitaux.» Néanmoins, un grand nombre d'investissements se concrétiseront d'ici 2029, a-t-il rappelé. Pour la législature, le montant total se monte à un peu plus de 100 millions, dont le réaménagement de la piscine pour 9 millions de francs et, le gros morceau, la construction d'une nouvelle step à hauteur de 52 millions. Si la droite a refusé le budget, elle a cependant accepté l'enveloppe concernant les investissements.

Favoriser le bilinguisme des deux côtés de la Thielle

LATÉNA Organiser des échanges d'enseignants ou d'élèves avec Gals ou Gampelen? Les élus ont accepté une motion dans ce sens.

Mettre sur pied des camps de ski communs pour les élèves de Laténa et ceux de Gals ou Gampelen? Organiser des échanges d'enseignants et d'élèves entre ces communes situées de part et d'autre de la frontière linguistique? C'est l'idée proposée, via une motion, par les socialistes et vert/libéraux de Laténa, jeudi devant le Conseil général. Objectif: promouvoir le bilinguisme allemand-français des deux côtés de la Thielle.

«L'enseignement de l'allemand dans les écoles neuchâteloises peine à trouver des enseignants motivés et qualifiés. De leur côté, les communes de Gals et Gampelen comprennent désormais une forte minorité d'élèves francophones, ce qui leur pose des problèmes non négligeables au niveau de l'enseignement», constate l'élue socialiste Claude Borel. «Laténa a la chance de se situer à la frontière linguistique. Il vaudrait la peine d'exa-

miner avec nos voisins si des points de convergence peuvent être trouvés.»

Quelle marge de manœuvre?

La motion a soulevé plusieurs doutes, notamment dans les rangs libéraux-radicaux. «L'intention est louable. Mais une commune n'a pas la compétence d'imposer des changements dans les programmes scolaires», a déclaré le conseiller général Raphaël Kum-



Le Conseil général de Laténa a accepté à l'unanimité le budget 2026 communal, jeudi soir à Saint-Blaise. LUCAS VUITEL

mer. «C'est une compétence cantonale.» L'élue a rappelé que le Canton déployait déjà des efforts considérables pour promouvoir le bilinguisme à l'école, avec l'ouverture de classes Prima et Anima. Chargée de la formation, la conseillère communale Vanessa Renfer a indiqué que, même

si les programmes scolaires ne relevaient pas de la compétence communale, elle était «prête à explorer les pistes mentionnées». Dans cette perspective, la motion a été acceptée par 33 voix sans opposition et sept abstentions. Les élus ont également accepté, à l'unanimité, le budget

2026 de la commune fusionnée. Il prévoit un bénéfice de 96 000 francs pour 66,4 millions de charges d'exploitation et 22,6 millions d'investissements. «Nous avons effectué un important travail de priorisation des investissements», a souligné le conseiller communal Rocco Mauri, chargé des finances, rappelant que ces dépenses se limitaient aux chantiers indispensables, comme les travaux routiers ou la construction de bâtiments scolaires. Les conseillers généraux ont salué un «pilotage rigoureux» des finances communales. Quelques mises en garde ont toutefois été prononcées dans les rangs de la droite. PLR et UDC ont averti qu'ils s'opposeraient à toute hausse du coefficient fiscal si la situation financière communale se détériorait. **VGI**